

Lundi 17 mars 2025

Refusons le monopoly sur l'Ukraine des Trump, Poutine, et de leurs sous-fifres européens : ni économie de guerre, ni austérité pour les classes populaires !

Les négociations entre grandes puissances au sujet de la guerre en Ukraine battent leur plein : Poutine pose ses conditions, Trump s'impatiente et les dirigeants européens, Macron en tête, tentent de s'immiscer dans la partie. L'objectif ? Certainement pas d'obtenir une paix « juste et durable », mais de mettre la main sur les richesses minières de l'Ukraine. Sans aucun égard pour le peuple ukrainien, victime depuis plus de trois ans de cette guerre, pas plus que pour le peuple russe, qui subit lui aussi la guerre et la dictature de Poutine.

Sous prétexte de nous protéger : nous déclarer la guerre sociale

Massivement détesté, Macron se pose en chef de guerre pour tenter de nous enrôler derrière lui. Le voilà qui nous refait le coup du Covid : « *Nous sommes en guerre !* »... Et voilà l'ensemble des partis politiques représentés à l'Assemblée, de la gauche à l'extrême droite, qui entre dans son jeu. À quelques nuances près, entre ceux qui mettent en avant la nécessité d'une Europe de la défense, sous la conduite de la France, et ceux qui privilégient la défense des frontières hexagonales. Une bonne manière de nous faire prendre conscience qu'ils ne préparent pas la paix, mais la guerre. Une guerre qui n'a pas pour but de nous défendre, mais d'éprouver les rapports de force entre les grandes puissances, sur le dos des peuples de la planète, comme les Ukrainiens en font la triste expérience.

Dans l'immédiat, ils nous déclarent la guerre sociale, dans une belle unanimité. Du Medef aux confédérations syndicales, de la gauche parlementaire à l'extrême droite, tous entonnent le refrain de la priorité donnée à la défense nationale dans le budget de l'État. Une priorité qui coûte cher, puisqu'elle imposerait de doubler les dépenses militaires d'ici à 2030. Soudain, il n'est plus question d'austérité budgétaire... Car ils veulent piocher allègrement dans nos poches et dans tous les services publics, la santé, l'éducation.

Ni chair à canons, ni chair à patrons : travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous

Nos retraites sont en ligne de mire. Alors que les syndicats avaient fait miroiter que la réforme des retraites pourrait être abrogée par le « conclave » auquel le gouvernement les avait conviés, Bayrou vient de doucher leurs illusions, dimanche 16 mars, en refusant catégoriquement de revenir sur le départ à la retraite à 64 ans... Quant au Medef, il parle du report de l'âge légal pouvant aller jusqu'à 70 ans ! La retraite par capitalisation, avec des fonds de pension pour financer l'industrie d'armement, refait elle aussi surface. Travailler plus longtemps, sans savoir ce que nous allons toucher, et tout cela pour les plus grands profits des Dassault, Thales, Safran, et bien d'autres : la boucle est bouclée.

Pas question de nous laisser enrôler dans leur effort de guerre. Pour nous défendre contre le capitalisme, fauteur de guerre et d'exploitation, nous n'avons que nos luttes. Les étudiants contestent en ce moment les coupes budgétaires prévues sur leurs universités, dans le cadre de cette cure d'austérité qui ne vise que ce qui nous est utile. Ce gouvernement veut empêcher les enfants des classes populaires d'accéder aux études et cherche à les envoyer au turbin le plus tôt possible. La jeunesse a raison de se mobiliser, et il est temps de manifester nous aussi notre colère : salaires, retraites, conditions de vie, les raisons ne manquent pas. Il veut aussi nous diviser, en fonction des frontières, des nationalités, des origines et attaque toujours plus violemment ceux et celles qu'il prive de papiers. Le 22 mars, participons à la marche des Solidarités contre le racisme qui sera organisée dans de nombreuses villes de France.

Objectif : vider la boîte

Jeudi 20 mars, la direction va convoquer Alain, un salarié handicapé du Ferrage, pour le licencier pour inaptitude. Elle refuse de le mettre à un poste adapté à ses restrictions. Ce serait pourtant facile, il y a moyen de travailler et d'aider à l'usine. Malgré ses 33 ans de travail chez PSA, son âge de 55 ans, reconnu par tous comme un bosseur, elle veut marquer les esprits et se débarrasser de ce salarié. Écœurant !

Samedi... pas ici

Montage, les samedis matin s'enchaînent... à la maison. La grève a encore été un succès samedi dernier. À quoi ça sert de faire des samedis travaillés en mars et avril quand ensuite, notamment en nous volant des congés payés, on va chômer à l'automne ?

Plus de travail, ça veut dire plus de pause !

L'après-midi, le décalage de la pause fait par la direction rend le travail long entre la première et la deuxième pause, surtout avec les 33 véhicules par heure. Il faut une pause intermédiaire pour tous ! Et un rallongement de la deuxième pause ! Cessons le travail tous ensemble ! On en a tous besoin !

Qui veut un CDI pour 2 ans ?

Montage, sur les postes les plus durs de la chaîne, la direction veut stabiliser la main d'œuvre en transformant quelques CDD (contrat pro) en CDI. Plusieurs salariés en CDD ont refusé. Les salariés CDD sont les premiers à constater que les postes proposés sont très pénibles et les salaires faibles, cela dans un contexte où la boîte va fermer dans 2 ans. On connaît mieux comme « avenir prometteur » !

La direction s'étonne que ces contrats à durée indéterminée ne fassent pas rêver... il n'y a qu'elle qui est surprise. Les CDD comme les CDI ont besoin eux aussi de garantie sur leur avenir !

Un successeur pour Stephane Plaza ?

En 2025, le directeur veut concentrer l'usine et déménager plusieurs services au B2, B3 et B5. Le but est en 2026 de vendre, louer et détruire des bâtiments périphériques du site. On a bien compris qu'il cherchait à préparer la fermeture du site et à faire du cash au plus vite. Mais il a l'air d'avoir oublié qu'il y a des salariés dans ces bâtiments périphériques : on n'a aucune information de la direction !

On n'a pas l'intention de se faire trimballer n'importe où dans n'importe quelle condition.

Peinture pas fraîche comme la « nouvelle »

Après avoir fait miroiter une nouvelle voiture après la fin de la Mokka, des chefs passent à un autre mensonge : une nouvelle Peinture arriverait en 2029. La preuve : regardez le plan on l'a dessiné près de la Seine. Bien tenté, mais le coup de la nouvelle Peinture on nous

l'a déjà fait il y a 3 ans... et depuis les chefs, qui en parlaient, se sont enfuis, avec un gros chèque, travailler ailleurs.

Postes supprimés ici = postes surchargés là-bas

À la Peinture, la direction veut rapidement supprimer un poste aux Cordons et elle veut surcharger les autres postes de la ligne. Puis supprimer 2 autres postes après la cabine PVC et encore un autre au Contrôle Fond. La seule manière de garder ces postes, c'est d'arrêter collectivement le travail en débrayant : la direction ne comprend que ce langage.

Une proposition acerbe

À Modène en Italie, la direction demande aux salariés de se porter volontaires pour aller travailler chez Fiat en Serbie, en expliquant qu'ils sont inutiles à l'usine Stellantis-Masserati. Le tout dans des conditions floues. Il y a quelques années c'est aux salariés de Fiat Serbie que la direction mettait la pression pour aller travailler hors de leur pays.

Qu'elle laisse les salariés italiens, serbes ou autres tranquilles, partageons le travail au niveau du groupe, sans faire les nomades !

Un plan de licenciement qui ne dit pas son nom

320 et 740 salariés intérimaires à Renault Sandouville (Le Havre) et Renault Batilly (près de Metz) vont finir au chômage. Renault a décidé de s'en séparer comme une variable d'ajustement de sa production en dent de scie.

Fin février Renault a annoncé 2,8 milliards de profits... fait grâce notamment à ces intérimaires qu'elle jette aujourd'hui. Renault a largement les possibilités de maintenir les emplois de tous.

La grève ça paye !

À la plateforme logistique de Gennevilliers de Geodis, le patron n'a pas eu d'autres choix que de céder une augmentation mensuelle de 150 €. Au départ, malgré des bénéfices en hausse de 66 % en 1 an, le patron ne proposait que 27 € d'augmentation. Mais 3 semaines de grève, majoritairement suivi par les salariés du site l'ont fait craquer. La force des travailleurs c'est la grève !

À Safran, ça sent le souffre

La direction de Safran (Aéronautique et Défense) ne veut donner que 1% d'augmentation générale des salaires avec un minimum de 42 euros brut. Pour protester à partir du 5 mars il y a eu une vague de grève sur plusieurs sites : 500 grévistes à Villaroche en Seine-et-Marne, des centaines sur d'autres sites dont Corbeil et Commercy dans la Meuse qui en sont à leur 10^e jour de grève.

Cette vague de colère est d'autant plus forte que Safran avec ses 3 milliards de bénéfice en 2024 (+51%) a largement de quoi payer de vraies augmentations.